

la nation, moitié du budget canadien à l'heure actuelle et le budget total pour 1956. Je répète: le coût global du régime suggéré dans le rapport de la Commission Hall en 200 recommandations, sera en 1971 de 4.4 milliards de dollars, moitié du budget canadien actuel. Les cultivateurs s'inquiètent de cela. Les cols blancs s'en inquiètent et les milieux ouvriers aussi. Ces gens ne peuvent subir plus d'impôts sur le revenu ni plus de défalcatons sur leur salaire ou leurs profits.

A l'époque où ma distinguée collègue était ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, elle a étudié ce régime et nous a signalé que la mise en œuvre des recommandations du rapport de la Commission Hall exigerait—écoutez bien ceci—des déboursés substantiels des coffres des Trésors provinciaux et fédéral. D'après les journaux le chef du Nouveau parti démocratique a déclaré dans un discours prononcé en marge de l'élection partielle de Pincher-Creek que ni les augmentations de salaire ni l'entrée en vigueur de programmes grandioses ne contribuaient à une augmentation du coût de la vie. Les économistes ne sont pas de son avis.

Il est temps, à mon avis, de verser au compte rendu l'opinion des hommes d'affaires d'aujourd'hui et le jugement que nos principaux économistes portent sur l'activité des gouvernements du Canada et d'ailleurs. Nous savons que la situation est confuse en Grande-Bretagne. Nous avons vu le premier ministre Wilson obligé de modifier ses projets visant l'application de certaines mesures en Grande-Bretagne parce que les programmes grandioses déjà mis en œuvre l'ont forcé à instituer des moyens de contrôle sévère et à revenir sur les promesses faites aux travailleurs.

Voici ce qu'en disent les économistes. Il est temps de lire ces déclarations aux membres du Nouveau parti démocratique, qui représentent vraiment la conscience socialiste du pays.

M. Brewin: Avez-vous dit «conscience»?

M. Woolliams: C'est exact, vous êtes les socialistes du pays.

M. Brewin: Je pensais que vous aviez dit: la conscience.

M. Woolliams: Votre socialisme découle de votre conscience; je pense que vous d'admettez. J'aimerais citer un passage du *National Business and Financial Weekly* de Barron, en date du 8 août 1966.

Anciennes ou nouvelles, toutes ces techniques ont pour but de détourner l'attention publique du véritable coupable, la politique inflationniste en matière de fiscalité et de crédit que le gouvernement continue de poursuivre. A ce sujet, laissons le dernier mot à M. Arthur F. Burns, universitaire d'un rare mérite qui place la vérité au-dessus des partis.

Cet économiste a fait récemment à la Chambre des Représentants la déclaration suivante: «En tout pays et à toute époque, lorsque les prix accusaient une hausse sensible, les gouvernements ont blâmé d'ordinaire les commerçants ou les industriels ou, à une époque plus récente, les dirigeants syndicaux, et les ont taxés d'irresponsabilité ou de cupidité. En temps de guerre, on qualifie souvent certains groupes particuliers d'antipatriotiques. Un gouvernement a très rarement le courage de blâmer sa propre politique financière ou sa propre incapacité à contrôler rigoureusement sa masse monétaire.

Cela s'applique à tous les gouvernements, non seulement au régime libéral actuel. Voilà l'avis d'un grand économiste. Je suis sûr qu'il sera d'accord pour dire que les augmentations de salaires, nécessaires en période d'inflation, les augmentations de bénéfices et les programmes de grande envergure très coûteux exercent aussi des poussées inflationnistes et contribuent à aggraver la crise d'inflation au pays. Lorsqu'on élève la voix pour défendre les intérêts des Canadiens, quelqu'un doit parler en faveur de cette catégorie de Canadiens dans laquelle se range la majorité de notre population, qui contribue à la productivité du pays. Ce sont les contribuables. La productivité ne peut continuer de s'accroître à un rythme de 6 ou 8 p. 100 par année, comme c'est le cas depuis 1961-1962, que si les gens ont assez d'argent à investir dans leurs entreprises.

Il nous faut au Parlement des hommes—j'espère être du nombre—qui représenteront la population canadienne, qui défendront les intérêts de ceux qui fournissent le produit national brut et qui paient les dépenses du pays. Je ne dis pas qu'ils doivent tout diriger. Mais, je le signale au Nouveau parti démocratique, il est temps qu'ils aient voix au chapitre. Ils paient les frais et fournissent le produit national brut du Canada.

A titre de députés, nous poussons la malhonnêteté assez loin en disant soit à la Chambre, soit à l'extérieur, que les augmentations de salaires, l'accroissement des bénéfices ou l'ampleur accrue des projets n'augmentent pas le coût de la vie.

M. Douglas: Qui a dit cela?

M. Woolliams: En toute déférence envers le député, et on l'a peut-être mal cité, les journaux ont rapporté que, d'après lui, les augmentations de salaires au Canada ne font pas monter le coût de la vie. Il s'agit du compte rendu d'un discours qu'il a prononcé récemment en Alberta. S'il y oppose un démenti, je le croirai sur parole.

M. Douglas: J'ai dit que l'augmentation du coût de la vie n'était pas attribuable à la hausse des salaires car ceux-ci n'ont pas augmenté à la même allure que la productivité.

M. Woolliams: Je suis prêt à croire le chef du Nouveau parti démocratique à cet égard.